

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-sortie-du-nucleaire-marque-des-points,31816>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°60 > **La sortie du nucléaire marque des points !**

22 mai 2014

La sortie du nucléaire marque des points !

Pollution à l'uranium au Tricastin : victoire définitive contre Areva-Socatri

La société Socatri, une filiale d'Areva implantée sur le site du Tricastin, est chargée de la maintenance et du démantèlement de matériaux radioactifs, ainsi que du traitement des effluents radioactifs et industriels des sociétés Areva du Tricastin.

En juillet 2008, suite à une fuite accidentelle, 30 m³ de déchets liquides contenant plus de 74 kg d'uranium ont été rejetés dans les cours d'eau avoisinants, privant la population d'eau potable et polluant des lieux de baignade fréquentés. La pollution correspondait à 27 fois la limite annuelle des rejets autorisés. Le Réseau "Sortir du nucléaire", de même que de nombreuses associations et citoyens, a porté plainte et s'est constitué partie civile. Après 5 ans de procédures judiciaires, la Cour de cassation a définitivement condamné les pollueurs, en reconnaissant Areva-Socatri coupable de toutes les infractions. La société a écopé de 300000 € d'amende et 230000 € de dommages et intérêts pour les riverains touchés.

Gain supplémentaire : cette décision a un impact considérable sur la jurisprudence environnementale. Le délit de pollution des eaux sera désormais constitué dès lors qu'un déversement conduit les autorités publiques à prendre des mesures de restriction d'usage de l'eau et/ou d'interdiction de baignade.

Vidéo "choc" : les aveux d'un ex-patron de la sûreté nucléaire

En 3 mn, une vidéo "choc" à voir absolument et à diffuser largement, si ce n'est déjà fait ! Gregory Jaczko a été pendant 3 ans le président de l'autorité de sûreté nucléaire des États-Unis. Tirant les leçons de Fukushima, ses récentes déclarations sont véritablement fracassantes. Les pronucléaires américains le considèrent désormais comme un ennemi... À voir sur notre site web

www.sortirdunucleaire.org

EPR de Flamanville : le ministère du Travail interrompt le chantier

Le pont polaire est une énorme machine de levage, essentielle à l'installation des équipements du réacteur EPR en chantier à Flamanville. Le 16 octobre dernier, une pièce du chariot du pont polaire casse et fait une chute de plus de 20 mètres. Par miracle, aucun salarié n'est blessé. Mais l'Autorité

de Sûreté Nucléaire décide alors de procéder au contrôle de ce pont polaire. Surprise : l'ASN recense 15 non-conformités, et la SOCOTEC, société accréditée par EDF pour vérifier la machine, en compte 43 !

Quelques exemples : EDF a ajouté sur le pont deux chariots provisoires de levage... incompatible avec le chariot déjà installé. Il peut donc y avoir collision des chariots alors même qu'ils transportent des masses de plus de 500 tonnes. Pire : il n'existe aucun dispositif d'arrêt d'urgence ! On relève également l'absence de dispositif limitant les charges soulevées ou l'absence d'accès de secours aux extrémités du pont...

Malgré les alertes de l'ASN et de la SOCOTEC, EDF s'apprêtait à utiliser cette machine le 18 décembre pour mettre en place la cuve du réacteur, mettant ainsi en danger les salariés et les installations. L'ASN a donc dû saisir le Ministère du travail en toute urgence pour mettre en demeure in extremis l'électricien d'interrompre le chantier. EDF a 6 mois pour se mettre en conformité... d'ici là, impossible d'utiliser le pont polaire. Encore un retard substantiel - et des surcoûts à l'avenant - pour l'EPR.

Pour le ministère, ces non-conformités induisent des "risques pour les salariés amenés à intervenir lors de ces opérations de levage notamment risques de chutes, de collision et d'accrochages de charges, d'écrasement du personnel ou de heurt des salariés lors des manutentions".

Au-delà de la mise en cause d'un modèle particulier de réacteur, les problèmes de l'EPR offrent un avant-goût inquiétant du "Grand Carénage", cette série de travaux prévus sur tous les réacteurs pour allonger leur durée de fonctionnement. Si le chantier du "fleuron" de l'industrie nucléaire se déroule dans ces conditions, comment peut-on espérer que les conditions soient meilleures sur les autres centrales ? Incohérences et malfaçons supplémentaires, risques pour les travailleurs et sûreté dégradée : voilà ce qu'amèneront probablement ces travaux.

Source : Médiapart

Un influent ex-Premier Ministre japonais appelle à la sortie du nucléaire

Jonichiro Koizumi a été Premier Ministre du Japon de 2001 à 2006, une durée exceptionnellement longue dans le régime politique japonais : depuis, le chef du gouvernement a changé tous les ans. À l'époque, il était lui aussi pro-nucléaire et a mené sa politique en conséquence, mais depuis Fukushima, il a complètement changé d'avis...

L'actuel Premier Ministre Shinzo Abe, qui fut le chef de cabinet de Koizumi de 2005 à 2006, mène une politique pro-nucléaire que son ex-patron l'appelle à abandonner. Koizumi, retiré de l'arène politique, conserve néanmoins une influence notable dans la société japonaise, et en particulier au sein du parti actuellement au pouvoir, le LDP.

Florilège des récentes déclarations de Koizumi :

"Actuellement, l'opposition promeut une société sans nucléaire et seul le LDP [le parti au pouvoir] s'y oppose. Mais je pense que 50% des députés du LDP sont en fait favorables à la suppression de l'énergie nucléaire. Ils ne peuvent pas exprimer leur opposition à l'énergie nucléaire parce que [le premier ministre] Shinzo Abe la promeut. Mais si Abe décide de supprimer l'énergie nucléaire, personne au sein du parti ne protestera."

"Si le LDP décidait d'abandonner l'énergie nucléaire, tous les partis politiques seraient d'accord puisque l'opposition défend déjà cette politique. [...] Quel projet magnifique et fantastique ce serait !"

"Les gens du milieu économique disent que l'option zéro nucléaire serait irresponsable, mais ce qu'il l'est bien plus c'est de continuer sur la voie de l'énergie atomique alors même qu'il n'existe aucun lieu de traitement des déchets."

"Est-ce qu'il ne serait pas plus constructif d'employer pour les énergies renouvelables l'argent qui est dépensé pour construire des centrales, au prétexte que cela est nécessaire pour la croissance économique ?"

"Je pense que nous devrions arrêter tous les réacteurs maintenant. Si nous redémarrons les réacteurs [actuellement arrêtés suite à Fukushima], la seule chose qui en résultera, ce sera plus de déchets nucléaires."

"Rien n'est plus coûteux que l'énergie nucléaire."

Sources : Reuters, Sciences et Avenir, Bloomberg, Japan Times

États-Unis : encore deux ex-futurs réacteurs nucléaires !

En novembre 2013, la société Luminant, propriétaire des deux réacteurs de la centrale de Comanche Peak (Texas), a annoncé qu'elle suspend sa demande d'autorisation pour la construction des deux réacteurs supplémentaires prévus depuis 2006 sur le site.

En effet, son partenaire industrie Mitsubishi Heavy Industries est trop occupé à essayer d'obtenir le

redémarrage de ses réacteurs à l'arrêt au Japon suite à la catastrophe de Fukushima, et a annoncé que l'élaboration d'un document clé de la procédure risque de prendre des années de retard.

De plus, Luminant constate que la conjoncture économique et les prix bas du gaz naturel condamnent actuellement toute rentabilité d'un tel investissement. Décidément, la renaissance nucléaire américaine ressemble fortement à une agonie...

Sources : texasvox, dallasnews, star-telegram

Russie : le projet nucléaire de Kaliningrad semble bel et bien mort

En mai 2013, le projet de construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires à Kaliningrad (Russie) avait pris du plomb dans l'aile, suite notamment à l'impact de la mobilisation internationale (notamment celle des Amis de la Terre France), qui avait fini par dissuader diverses banques et investisseurs français et étrangers de co-financer le projet. De nombreuses entreprises de sous-traitance et leurs travailleurs avaient été priés de rentrer chez eux, certains n'étant même pas payés.

Quelques mois après, des représentants de Rosatom (l'électricien russe) ont admis que le projet pourrait être retardé de plusieurs années, que sa conception pourrait être totalement revue (en privilégiant des réacteurs de puissance bien plus réduite), etc.

Décembre a apporté son lot de nouvelles qui tendent à confirmer une mise en sommeil durable, et peut-être définitive, du projet : le budget fédéral dédié à la région de Kaliningrad, qui comprenait un budget dédié au projet nucléaire pour la période 2014-2020, a été rejeté. De plus, le géant russe du gaz, Gazprom, a annoncé qu'il prévoit de construire à Kaliningrad un stockage de gaz naturel et une nouvelle centrale au gaz. Cela n'est pas annoncé comme la substitution d'un projet à un autre, mais ça y ressemble fort...

Source : Ecodefense

Allemagne : le secrétaire d'État à l'Énergie est un promoteur de la sortie du nucléaire

Lors des élections fédérales de septembre 2013, la chef de la CDU, la chancelière Angela Merkel – qui a dû se résoudre après Fukushima à confirmer la sortie du nucléaire malgré ses propres convictions pro-nucléaire – a remporté une victoire a priori éclatante, mais a perdu son allié de choix, le parti libéral FDP, qui a subi un échec historique. Une coalition CDU-FDP aurait pu menacer la sortie du nucléaire... Merkel a donc dû trouver péniblement un accord de coalition gouvernementale avec les socio-démocrates du SPD, le parti qui, en coalition avec les Verts, avait en 2000 pris la décision initiale de sortie du nucléaire.

Le chef du SPD Sigmar Gabriel se retrouve vice-chancelier, à la tête d'un super-ministère de l'énergie et de l'économie. Le secrétariat d'État à l'économie revient à Jochen Flasbarth (SPD), qui préside depuis 2009 l'Agence fédérale de l'Environnement, Jochen Flasbarth (SPD). Mieux encore, le secrétaire d'État à l'énergie est un Vert, l'économiste Rainer Baake, fondateur d'un think tank sur la transition (Agora Energiewende). Mais Baake était surtout le secrétaire d'État au ministère de l'environnement de 1998 à 2005 : il a joué un rôle clé dans la négociation de l'accord de sortie du nucléaire !